

HUMAN
RIGHTS
WATCH

M. Emmanuel Macron
Président de la République française
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

HUMAN RIGHTS WATCH

142 rue Montmartre
75002 Paris, France

Tel : +33 (0)1 43 59 55 35

Email : paris@hrw.org

Web : www.hrw.org/fr/paris

BUREAU FRANCE

Bénédicte Jeannerod, *Directrice*

Valérie Lombard, *Directrice du Développement*

Anna Chaplin, *Coordinatrice Administrative*

Maria Fiorio, *Officer Développement*

Léa Pernet, *Assistante Développement*

Camille Marquis, *Chargée de Plaidoyer*

COMITÉ FRANCE

Jean-Louis Servan-Schreiber, *Président*

Virginie Morgon, *Vice-Présidente*

COMITÉ D'HONNEUR

Robert Badinter, *Président*

Mireille Delmas Marty

Françoise Gaspard

Costa Gavras

Christine Ockrent

David de Rothschild

Jean-Christophe Rufin

Anne Sinclair

Abderrahmane Sissako

COMITÉ

Tahar Ben Jelloun

Constance Borde

William Bourdon

Gérard Bremond

Vincent Catherine

Catherine Clément

Miranda Dunbar Johnson

Mercedes Erra

Réjane Lacoste

Valérie Lafarge Sarkozy

Danièle Kapel Marcovici

Didier G. Martin

Christopher Mesnooh

Olfa Rambourg

Marie-Laure Sauty de Chalon

Pascaline Servan-Schreiber

Evelyne Sevin

Inge van Verschuer

Thierry Wellhoff

Catherine Zennström

Paris, le 23 mai 2017

Objet : Feuille de route pour les droits humains

Monsieur le Président,

Alors que vous venez de prendre officiellement vos fonctions, nous vous écrivons au nom de Human Rights Watch pour vous appeler à faire du respect et de la promotion des droits humains une priorité de votre politique, à l'échelle nationale comme internationale, tout au long de votre mandat.

À plusieurs reprises, lors de votre campagne électorale et depuis que vous avez été élu président, vous avez fait référence aux valeurs de liberté, de démocratie et d'égalité que vous affirmez vouloir mettre au premier plan de votre mandat. Lors de votre discours d'investiture à l'Élysée, vous avez proclamé que « *la France veillera toujours à être aux côtés de la liberté [et] des droits de l'Homme* ».

Vous avez par ailleurs répondu au questionnaire que Human Rights Watch a fait parvenir aux candidats à l'élection présidentielle française et vous y avez exprimé votre attachement aux valeurs des droits humains et à la place que vous entendez leur accorder dans votre diplomatie et votre politique nationale.

Alors que les droits humains universels et les principes de l'État de droit subissent des attaques virulentes en Europe et dans le monde de la part de populistes nationalistes et d'autocrates, il est crucial que la France non seulement réaffirme ces principes avec conviction, mais aussi les mette effectivement en œuvre dans sa politique. À cette fin, nous vous faisons parvenir « *une feuille de route pour les droits humains* », contenant des recommandations sur onze sujets-clés et dont nous espérons qu'elle pourra guider votre action et celle de votre gouvernement dans ce domaine.

Au plan intérieur, le respect des droits humains dans le cadre de la lutte contre le terrorisme est un sujet majeur. Human Rights Watch et de nombreuses autres associations de la société civile ont, à de multiples reprises, souligné le danger pour l'État de droit et le respect des droits fondamentaux que représente l'extension sans fin de l'état d'urgence, sans qu'il ne protège mieux le pays. Nous appelons votre gouvernement à quitter l'état d'urgence et à ne pas le renouveler au-delà du 15 juillet, terme de la dernière prorogation votée par le Parlement.

La persistance de pratiques abusives et discriminatoires, dites de « *contrôles au faciès* », de la part des forces de police exige elle aussi une réponse adéquate de la part du nouveau gouvernement. Le renforcement de la politique de l'asile de la France en direction des personnes fuyant désespérément la guerre et la persécution devrait également être une priorité pour la France.

Au plan européen, dans un contexte de Brexit et de montée du populisme d'extrême droite, la France devrait, comme vous l'avez souligné, jouer un rôle central pour que les valeurs fondatrices de l'Union européenne (UE), « *de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'Etat de droit* », soient une priorité de la politique de l'Union, notamment dans sa réponse à la crise de l'accueil des réfugiés. Les États membres de l'UE qui bafouent ces valeurs devraient être tenus pour responsables.

Au plan international, la protection des civils, trop souvent victimes d'attaques massives et délibérées dans les conflits en Syrie, en Irak, au Yémen et au Soudan du Sud, devraient figurer en tête de votre agenda diplomatique et des efforts du Ministère des Affaires étrangères. En tant que membre permanent du Conseil de Sécurité et alors que ce dernier subit les blocages de la Russie et, dans une moindre mesure, de la Chine, le rôle de la France est essentiel pour réaffirmer l'importance du multilatéralisme et des institutions onusiennes dans la diplomatie internationale et dans les efforts de paix.

La France devrait soutenir les efforts pour protéger et promouvoir la justice internationale, d'autant plus qu'elle se heurte à l'hostilité de certains pays. L'engagement de la France en sa faveur, à travers un soutien politique et financier sans réserve à la Cour pénale internationale (CPI), sera crucial pour faire avancer la lutte contre l'impunité.

Nous vous enjoignons également à placer le respect des droits humains au centre des relations bilatérales de la France, notamment celles avec des pays leur tournant ouvertement le dos, dont la Chine, la Russie, l'Arabie Saoudite, l'Égypte et la Turquie. Le respect des droits humains et de l'État de droit devrait aller de pair avec les efforts pour promouvoir les intérêts économiques, politiques et militaires de la France.

Enfin, en tant que chef des armées, vous devriez veiller à ce que les opérations militaires extérieures de la France, notamment celles menées dans le cadre de la lutte anti-

terroriste dans le Sahel et au Moyen-Orient, ne donnent pas lieu à des abus, par les armées soutenues par la France ou par l'armée française elle-même.

En espérant que cette lettre retiendra toute votre attention, nous nous permettons de solliciter auprès de vous une rencontre afin de nous entretenir plus avant de ces sujets avec vous et votre équipe.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre plus haute considération.

Bénédicte Jeannerod
Directrice France
Human Rights Watch

Bruno Stagno Ugarte
Directeur Exécutif Adjoint pour le plaidoyer
Human Rights Watch



Copies à :

M. Édouard Philippe, Premier ministre
M. Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur
M. François Bayrou, ministre de la Justice
Mme Sylvie Goulard, ministre des Armées
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères
Mme Marielle de Sarnez, ministre chargée des Affaires européennes
Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes